

BORDJ

À défaut d'un développement

Chômage, précarité, délinquance, mauvaise gouvernance locale ; Bordj Menaïel connaît, depuis plusieurs mois, une révolte quasi permanente de sa jeunesse délaissée.

La ville, qui fut — il est peut-être utile de le rappeler — le fief du chef de guerre Krim Belkacem bien avant 1954, devient de jour en jour un véritable ghetto. Les anciens Menaïlis le constatent : il faut relire le côté obscur de l'histoire tourmentée de notre pays pour s'apercevoir que cette marginalisation, préméditée et exécutée avec ténacité par des forces de l'ombre, remonte à loin. Les historiens nous enseigneront sans doute un jour que son architecture sociologique a été délibérément désarticulée. Cette altération sociologique a été suivie de la destruction de repères politiques régionaux. L'éradication du riche potentiel culturel, avéré dans le secteur du théâtre, est l'ultime étape.

Rappelons-nous, c'est à Bordj-Menaïel, pas très loin du mont Sidi-Ali Bounab, qu'ont été perpétrés les premiers crimes terroristes au centre du pays et c'est paradoxalement dans la commune limitrophe de Bordj, par l'est, Laâziv, au pied du fameux massif montagneux cité plus haut, que se sont levés les premiers patriotes de la wilaya de Boumerdès pour faire face aux islamistes armés.

Les salafistes ne sont pas les seuls à s'acharner sur cette grande agglomération de la Basse-Kabylie. En effet, pour des raisons de géopolitique nationale, d'autres forces obscures ont œuvré, bien avant l'intrusion des islamistes radicaux, pour mener à bien cette œuvre de destruction. Un exemple concret et d'actualité : la JSBM (Jeunesse sportive de Bordj-Menaïel), jadis symbole de ralliement de la jeunesse locale, qui jouait d'égal à égal contre la JSK, le MCA, l'ESS et autres CRB, est en bonne voie pour une disparition certaine.

Cette agglomération de la Basse-Kabylie accumule des problèmes et des échecs alors qu'aucune lueur n'éclaircit son horizon. Une réalité saute aux yeux ; la régression est en marche. Nous avons sillonné les rues de ce «mégavillage» durant deux jours. Diagnostic : effarant !



Les aires de jeux pour enfants.

Peu d'illusions pour la jeunesse

«Ce pays ne nous a rien donné, nous manifestons donc pour exiger notre part du pétrole. 12 000 DA ce n'est rien mais c'est toujours ça d'arraché au gouvernement», nous disaient des jeunes Menaïlis lorsqu'ils ont envahi, il y a quelques semaines, la direction de l'emploi de Boumerdès, exigeant l'attribution de contrats de travail pour tous les sans-emploi de la commune. Ils étaient nombreux, au contraire du taux de chômage que livrent périodiquement les instances locales. Pour ces manifestants, ces «contrats» ne sont exclusivement qu'un moyen d'avoir un revenu, sans plus. La question de «contrat de travail» n'est que l'habillage administratif de ce moyen pour empocher «leur part de la rente». D'ailleurs, les chômeurs de Bordj n'ont, singulièrement, pas cessé de harceler, bien avant les fameuses journées de janvier 2011, les pouvoirs publics pour obtenir gain de cause. Leur dernière sortie dans la rue date du 24 avril dernier afin de couper pour la énième fois la RN12 (Boumer-

dès/Tizi-Ouzou). Ils exigeaient tout simplement le paiement des indemnités allouées par le biais de ces contrats. Ce bras de force est révélateur quant au climat politique qui prévaut dans la région. Ces jeunes, ils nous l'ont dit, ne se font aucune illusion sur ce que pensent d'eux et de leur région les hauts dirigeants du pays. Ils nous rappellent à l'occasion les péripéties de la visite, après le séisme du 21 mai en 2003, de l'ancien ministre de l'Intérieur, Yazid Zerhouni.

Cette visite s'était effectivement très mal terminée avec les jeunes de la localité. Il est, par ailleurs, de notoriété publique que la rupture politique entre les deux parties (jeunesse et hauts dirigeants) est largement consommée, et ce, depuis bien longtemps. C'est ce climat sur lequel se greffe lourdement la crise économique, sociale, politique et sécuritaire que supporte quotidiennement cette municipalité de 80 000 habitants.

Pauvreté et promiscuité urbaine : situation explosive

Certes, ce sont probablement des raisons économiques et de justice sociale qui ont poussé les jeunes Algériens à la révolte, mais dans certaines localités, à l'instar de celle de Bordj-Menaïel, la gouvernance locale déliquescence, par ailleurs largement démontrée, a poussé à son paroxysme la colère des émeutiers.

Pour rappel, les jeunes Menaïlis ont commencé leurs manifestations de rue, bien des semaines avant le fameux mercredi de janvier 2011. Les jeunes manifestaient pour exiger un peu d'équité et la transparence dans la répartition des postes de travail. Malheureusement, d'autres problèmes aussi graves les uns et les autres ne sont pas encore pris en charge.

A Bordj-Menaïel, l'exode rural causé aussi bien par la situation sécuritaire très instable que par la pauvreté dans les zones du piémont met la population dans une promiscuité étouffante. Les normes urbanistiques ne sont plus respectées. De plus, l'extension de la ville sera contrariée par la géographie. Au volet social, les chiffres optimistes que délivrent les instances officielles régionales sur la population — hommes et femmes —

demandeuse d'emplois, sont malheureusement démentis par l'amère réalité du terrain. Le taux de chômage est très élevé à Bordj Menaïel. Pour avoir une idée plus proche de la réalité, il suffit tout simplement de tenir compte des statistiques du nombre d'émeutiers qui manifestent pour un emploi. Pour plusieurs raisons, la région de Bordj-Menaïel, comme le sont singulièrement toutes les communes de la partie orientale de la wilaya de l'ex-Rocher noir, est désarmée pour faire face à ce fléau. Le système éducatif et de la formation ne produisent pas une main-d'œuvre ayant un minimum de compétences. Lors des résultats du baccalauréat, par exemple, l'on n'a presque jamais vu émerger un établissement scolaire de Bordj-Menaïel. Les investissements industriels créateurs d'emplois sont quasiment nuls et cette disette dure depuis des décennies.

La zone industrielle implantée à l'ouest de la ville a été d'abord un champ de trafic de foncier dans les années 1980 et la décennie noire qu'organisaient en tout impunité des individus et des responsables qui ont squatté la sinistre EGZIB (entreprise de gestion des zones industrielles de Boumerdès). Cette entreprise de partage de centaines de milliers d'hectares dans les zones industrielles allant de Rouiba à Dellys a été dans dissoute dans des conditions obscures et illégales.

La zone industrielle de Bordj-Menaïel est en abandon et la majorité des hangars érigés sont vides et les voies d'accès sont devenues des marécages. La commune de Bordj-Menaïel souffre, comme bizarrement les municipalités de tout l'est de la wilaya de Boumerdès, d'insuffisance de revenus. S'agissant des enveloppes et des projets affectés par l'Etat aux collectivités locales, il y a un déséquilibre entre les deux parties de la wilaya de Boumerdès. Celui-ci apparaîtra sûrement dans diverses rubriques budgétaires de l'administration. Il ne faudrait pas compter sur l'administration pour publier ces chiffres.

Saleté et anarchie

La marginalisation de la ville est visible à l'œil nu. Il suffit d'y faire une virée pour mesurer le drame. A Bordj-Menaïel, saleté et débris submergent la ville atteignant un seuil alarmant. La ville de Bordj est par défigurée. «Cette situation découle d'un laisser-aller érigé comme mode de gestion», fulminent les citoyens de la ville.

Le terme dramatique n'est pas excessif. Il suffit de faire un tour en ville pour mesurer le degré de détérioration du cadre de vie. Dans toutes les rues et à proximité des cités populaires, des tas d'ordures s'entassent et ternissent la vue. Ce qui expose les habitants aux épidémies et autres maladies. Avant, la ville était sale mais on enregistre présentement une aggravation due au conflit entre l'administration communale et les citoyens résidant dans les environs de la décharge de Tizi N'Ali N'Slimane au sud de la commune.

Les contestataires empêchent les camions de la commune de décharger les ordures. Il semblerait que ces habitants aient reçu une promesse ferme, lors de la campagne électorale, pour que cette décharge soit fermée. «Au maire d'assumer son engagement devant la population», assène un habitant de Tizi N'Ali N'Slimane.



Rue défectueuse devant l'école des non-voyants.